Questions orales

M. MacEachen: Cette solution a déjà été envisagée, et compte tenu de la situation du marché et des énormes réserves actuelles de métaux, il ne semble pas que ce projet soit réalisable ou approprié dans les circonstances présentes.

• (1432)

M. Rodriguez: Songez à ce qui s'est passé pour l'uranium.

M. MacEachen: Je me permettrai de signaler au député que dans le cas de l'uranium, la situation était totalement différente.

LES MINES DE NICKEL—L'OPPORTUNITÉ DE L'IMPOSITION D'UN DROIT D'IMPORTATION POUR PROTÉGER LES EMPLOIS

M. John Rodriguez (Nickel Belt): Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur; une fois de plus, j'entrerai dans les détails. On sait maintenant qu'une partie du métal utilisé par la Monnaie canadienne dans la fabrication du nickel est acheté à l'étranger et que nous avons en réserve suffisamment de nickel canadien pour approvisionner la Monnaie pendant au moins sept mois. En refusant d'utiliser ce nickel, nous faisons perdre leur emploi à certains Canadiens. Aussi, le vice-premier ministre peut-il dire s'il est disposé à passer à l'action et à imposer un droit de douane temporaire sur le nickel non raffiné qui est importé au Canada?

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre): Monsieur l'Orateur, je ne comprends pas très bien le rapprochement que fait le député mais c'est bien volontiers que j'étudierai de plus près ce problème complexe pour voir si sa requête est justifiée.

[Français]

L'ADMINISTRATION DU GOUVERNEMENT

ON DEMANDE SI DES UNITÉS SERONT TRANSFÉRÉES DANS LA RÉGION ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

M. Gérard Laprise (Abitibi): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse à l'honorable président du Conseil du Trésor et se rapporte à la politique de décentralisation de l'administration du fonctionnarisme fédéral. Le ministre pourrait-il dire à la Chambre s'il prévoit transférer des unités administratives dans la région d'Abitibi-Témiscamingue, et quels sont ses projets pour cette région?

[Traduction]

L'hon. Robert K. Andras (président du Conseil du Trésor): Monsieur l'Orateur, le ministre des Finances a annoncé tous les projets de décentralisation que le gouvernement a en vue à l'heure actuelle. On ne prévoit pas d'autres changements pour le moment.

[M. Rodriguez.]

[Français]

L'OFFICE NATIONAL DU FILM

ON DEMANDE QU'UN BUREAU RÉGIONAL SOIT ÉTABLI DANS LA RÉGION D'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

M. Gérard Laprise (Abitibi): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question supplémentaire et l'adresser à l'honorable secrétaire d'État. L'Office national du film a établi des bureaux régionaux au Québec dans presque toutes les régions, sauf dans celle d'Abitibi-Témiscamingue, le secrétaire d'État pourrait-il alors dire à la Chambre pourquoi cette région a été oubliée et s'il a l'intention d'établir un de ces bureaux à cet endroit comme il l'a fait ailleurs au Québec?

L'hon. John Roberts (secrétaire d'État): Monsieur l'Orateur, je compte rencontrer les représentants de l'Office national du film demain, et j'attirerai l'attention du président de l'Office national du film sur les instances faites par l'honorable député.

[Traduction]

LA MAIN-D'ŒUVRE

LE NIVEAU ÉLEVÉ DE CHÔMAGE DANS CERTAINES RÉGIONS— DEMANDE DE MESURES CORRECTIVES

M. James A. McGrath (Saint-Jean-Est): Monsieur l'Orateur, maintenant que nous connaissons les seconds violons du gouvernement, je voudrais poser une question à un éminent représentant de ce groupe, je veux parler du ministre du chômage et de l'immigration. Pour reprendre ses propres paroles, monsieur l'Orateur, maintenant que les gens du nord de l'Ontario qui vivent dans le bassin de Sudbury ont reçu un autre coup de poing dans le ventre et que nous sommes maintenant en mesure d'identifier de poches à fort taux de chômage, qui sont précisément le bassin de Sudbury et les cinq provinces de l'Est, où l'on trouve 50 p. 100 des chômeurs du Canada, quelle initiative compte prendre le ministre pour améliorer la situation dans ces poches de chômage facilement identifiables?

L'hon. Bud Cullen (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Monsieur l'Orateur, j'ai l'intention d'invoquer le Règlement à la fin de la période des questions, pour expliquer pourquoi je n'ai pas répondu à la question du député de York-Simcoe. Je ne compte pas davantage répondre à la question du député de Saint-Jean-Est.

M. McGrath: Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Au nom du million environ de Canadiens en chômage qui vivent, dit-on, au-dessus de leurs moyens, j'aimerais demander au ministre de l'Immigration s'il est prêt à dire à la Chambre, vu ses responsabilités sur le plan de la main-d'œuvre et du chômage, s'il va prendre des initiatives spéciales pour coordonner l'activité du gouvernement s'attaquant aux îlots indéniables de chômage aigu comme par exemple le bassin de Sudbury, les cinq provinces de l'Est, St. Lawrence à Terre-Neuve, Thompson au Manitoba, et Stephenville aussi à Terre-Neuve. Nous savons où le chômage est très élevé; que fait le ministre pour y remédier?